



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social

et à la vingt-quatrième session extraordinaire

de l'Assemblée générale : thème prioritaire :

stratégies d'élimination de la pauvreté visant

à parvenir à un développement durable pour tous

Déclaration présentée par Baha'i International Community, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Vers un ordre économique équitable : bases conceptuelles et conditions préalables d'ordre moral

Éradiquer la pauvreté signifie construire un monde nouveau, d'un point de vue économique mais aussi moral, culturel et social. Un monde où la pauvreté est absente des populations et des modes de vie serait bien différent de celui que nous connaissons. Les travaux de la Commission visant à éliminer la pauvreté afin de « parvenir à un développement durable pour tous » ne consistent donc pas simplement à élargir l'accès aux ressources matérielles, bien que cela soit déjà difficile en soi. Il s'agit plutôt d'une transformation structurelle et sociale d'une ampleur qui n'a jamais été tentée auparavant. Cette ampleur exige de mettre en place de nouvelles façons de comprendre les êtres humains et l'ensemble de la société.

Les modèles théoriques indiquant ce qu'il est normal, naturel ou possible de faire exercent une forte influence sur le comportement des individus. Par exemple, plus ceux-ci sont exposés aux calculs centrés sur eux-mêmes propres à la théorie économique classique, moins ils ont tendance à faire des choix généreux. Ces modèles servent également de fondement aux structures de la société, en privilégiant certains types de valeurs par rapport à d'autres et en façonnant le mode de pensée, la compréhension et la vision du monde des personnes. Les modèles que nous utilisons revêtent donc une importance cruciale. Certains aident à exploiter le potentiel latent, clarifient la pensée, révèlent des façons inattendues d'aller de l'avant et favorisent des mesures constructives. D'autres déforment, limitent et sèment la confusion.

L'humanité a employé un nombre incalculable de modèles théoriques tout au long de son histoire, leurs différents éléments contribuant au progrès dans certains cas et l'entravant dans d'autres. Mais, indépendamment du passé, il est clair que la profonde transformation requise aujourd'hui exige d'étudier les problèmes, d'évaluer les situations et d'imaginer des solutions sous de nouveaux angles. Nous devons donc être prêts à évaluer, et, si nécessaire, à revoir, les postulats qui ont façonné l'ordre international et les structures de la société tels que nous les connaissons.

Considérons, par exemple, la croyance selon laquelle l'humanité est par nature belliqueuse et que le conflit est inévitable. Que le comportement humain est motivé principalement par l'intérêt et que la prospérité doit donc être fondée sur la recherche de l'avantage personnel. Que le bien-être des groupes ou des nations peut réellement être indépendant, déconnecté et isolé du bien-être de l'humanité dans son ensemble. Que le monde contemporain se caractérise par une pénurie sévère de ressources humaines et matérielles, plutôt que par leur abondance.

De telles notions, implicites et tacites dans de nombreux cas, sont rarement remises en question dans le monde d'aujourd'hui. Mais leurs conséquences sur le monde réel sont notables. Comment la croyance selon laquelle les êtres humains sont naturellement égoïstes peut-elle ne pas être destructrice lorsqu'elle est appliquée dans des contextes tels que la communauté, la famille ou l'école ? Une vision de l'économie fondée sur le principe selon lequel les individus ou les groupes doivent avoir l'avantage sur d'autres peut-elle aboutir à autre chose que la multiplication d'inégalités flagrantes de toutes parts ? À quoi ressembleraient les structures économiques mondiales si la collaboration était perçue comme un moteur de développement plus puissant que la concurrence ? Comment la question de l'extrême pauvreté et de la richesse excessive serait-elle traitée si le bien de l'individu était vraiment considéré comme indissociable de l'intérêt de tous ? Quelles politiques seraient adoptées si les priorités des gouvernements étaient

déterminées principalement par les intérêts de la population dans son ensemble, plutôt que par les préférences d'une élite ayant un accès privilégié aux sphères du pouvoir ?

Au vu du rythme sans précédent auquel avance la transition aujourd'hui, Baha'i International Community demande aux États Membres et aux autres entités représentées à la Commission du développement social d'entreprendre une réévaluation en profondeur des postulats sur lesquels reposent les initiatives de développement. Il faut s'efforcer de veiller à ce que les politiques menées par la communauté internationale soient conformes aux valeurs qu'elle professe, que les affirmations que l'on considère comme des faits établis soient toujours valables à la lumière des nouvelles réalités mondiales et que les axiomes formulés dans les instances mondiales concordent avec les preuves recueillies sur le terrain. Considérons, par exemple, la contradiction entre d'une part une époque où de nombreux aspects de la vie quotidienne sont touchés par une profonde interdépendance mondiale, et d'autre part les déclarations aux plus hauts niveaux selon lesquelles le bien-être dépend principalement d'intérêts nationaux étroits. De même, il est contradictoire de supposer qu'une concurrence sans entraves serait compatible avec l'action « de concert » et « l'esprit de solidarité renforcé » envisagés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'autres initiatives de l'ONU. Ces questions sont d'une importance critique. Afin de faire davantage de progrès, il faut éclaircir et approfondir notre compréhension de nous-mêmes et des conditions qui nous entourent. Seulement si nous avons une vision du monde exacte pouvons-nous espérer tracer la voie qui nous mènera véritablement à un avenir meilleur.

Une réévaluation systématique de ce type nécessiterait la participation d'un large éventail d'acteurs, issus de l'ONU et d'ailleurs. Les universitaires peuvent enquêter sur les fondements des modèles actuels et les avantages et les risques qu'il y aurait à les remplacer, par exemple par des modèles économiques dans lesquels la prospérité est entendue dans un sens plus large et n'est plus considérée uniquement comme le fruit de la production et de la consommation. Les décideurs à tous les niveaux pourraient examiner les postulats sur lesquels se fondent les politiques actuelles et évaluer les possibles effets pervers, afin d'établir par exemple si le fait de partir du principe que la nature humaine est belliqueuse perpétue involontairement ces mêmes schémas d'hostilité. Les personnes compétentes pourraient déterminer si les procédures et les méthodes opérationnelles sont contraires aux valeurs institutionnelles et ainsi renforcent la perception de l'altérité et nuisent à un engagement pris en faveur d'un partenariat égal avec les communautés locales.

À quoi pourrait ressembler concrètement un tel recadrage du débat ? Considérons le manque apparent de ressources mentionné ci-dessus. Les données montrent clairement que nous vivons dans un monde d'abondance, tout du moins dans l'ensemble. Le PIB mondial par habitant, par exemple, s'élevait à 16 143 dollars en 2016, chiffre qui représenterait une forte augmentation des ressources monétaires pour la majorité de la population mondiale. De même, on produit aujourd'hui plus de nourriture qu'il n'en faut pour l'humanité toute entière. Ces observations ne datent pas d'aujourd'hui. Toutefois, d'innombrables débats tournent autour d'un manque apparent de fonds ou d'approvisionnements, plutôt que de porter sur les raisons pour lesquelles les vastes ressources à la disposition de l'humanité sont utilisées comme elles le sont actuellement.

Il ne fait aucun doute qu'un grand nombre d'organisations et d'individus n'ont pas les ressources dont ils estiment avoir besoin. Pourtant, au niveau systémique, le postulat selon lequel « il n'y a pas assez d'argent » est une interprétation

fondamentalement erronée de la réalité. Les ressources financières sont de plus en plus concentrées dans certains segments de la société, créant à la fois une richesse extrême intolérable et une profonde pauvreté inexcusable. De telles situations vont à l'encontre des idéaux de justice, d'équité et de dignité que la communauté mondiale s'est engagée à défendre. Considérations morales mises à part, cette dynamique peut être hautement déstabilisatrice et corrosive pour le tissu social, et représente clairement un réel danger pour la société. Pourtant, ses effets les plus dévastateurs peuvent être atténués par des ajustements au niveau des politiques et des pratiques et tous les acteurs, que ce soit les gouvernements, les entreprises ou les citoyens, devraient reconnaître leur responsabilité à cet égard. La difficulté réside donc non pas dans le manque de ressources mais plutôt dans les choix et les valeurs qui doivent orienter l'allocation de ces ressources.

Cet exemple et d'autres exemples semblables sont la preuve qu'il faut repérer les postulats qui sous-tendent les approches et étudier la façon dont ils renforcent ou entravent les efforts. Il est tout aussi primordial de pouvoir définir les principes que les procédures et systèmes actuels devraient appliquer de façon concrète. Si nous croyons que la race humaine est un ensemble interdépendant, que les femmes et les hommes sont par nature égaux, que la force doit être mise au service de la justice et que la bonne foi est le fondement de l'intégrité personnelle et du progrès social durable, nos organisations et nos efforts doivent de plus en plus perpétuer ces croyances à tous les niveaux.

C'est pourquoi il faut réviser le cadre de la communauté internationale en matière de pensée et d'action collectives. Pour être efficace, un tel effort ne saurait se limiter à une unique initiative. Au contraire, une réflexion profonde, intégrée dans le fonctionnement de l'ensemble du système des Nations Unies, sera nécessaire. Des progrès notables ont été accomplis dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable exigent d'adopter une approche encore plus large et de réfléchir de façon plus créative. Il est donc temps de réévaluer les croyances fondamentales nous concernant, la nature de nos relations et les réalités qui façonnent le monde dans lequel nous vivons. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions jeter les bases de progrès véritables et durables.
